

30/06/2020

Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Mai 2020

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.
Il est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DSC@ Juin 2020

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Contraction de l'activité économique dans la plupart des pays avancés.

Suite à l'avènement de la crise sanitaire, la conjoncture mondiale reste difficile en mai 2020 et les perspectives économiques semblent également incertaines. Dans ce contexte, les principales institutions internationales, notamment l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fond Monétaire International (FMI) ont revu une nouvelle fois à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2020. Pour sa part, l'OCDE, dans ses dernières prévisions, a exposé deux scénarios reflétant l'évolution probable de l'activité économique mondiale. Le premier repose sur une deuxième vague de la pandémie de Covid-19, qui pourrait miner la reprise attendue au second semestre. Dans cette éventualité, une contraction de 7,6% du produit intérieur brut (PIB) mondial est attendue cette année. Pour l'autre scénario, dans lequel toute nouvelle vague d'infections est écartée, l'activité économique mondiale devrait accuser, dans une moindre mesure, un repli de 6%.

Pour le FMI, le repli du PIB mondial devrait atteindre 4,9%, en recul de 1,9 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril 2020. La récession des pays avancés, comme celle des Etats-Unis, se situerait à -8%, s'accroissant respectivement de 1,9 et 2,1 points, tandis que la zone euro perd 2,7 points pour une croissance négative anticipée à -10,2%. Au sein de la zone, la contraction des principales économies s'établirait à -7,8% en Allemagne, -12,5% en France et -12,8% en Italie et en Espagne.

Par ailleurs, les pays émergents et en développement résisteraient mieux à la crise avec un recul prévu du PIB de 3%. Dans ce groupe, excepté la Chine qui pourrait enregistrer une croissance de 1%, les autres grandes puissances économiques connaîtraient une récession en 2020. En effet, l'Inde, la Russie et le Brésil devraient enregistrer des taux de croissance négatifs de -4,5%, -6,6% et -9,1%, respectivement.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB est projeté à -3,2% en 2020; l'économie sud-africaine et celle nigérienne reculant respectivement de 5,4% et 8%.

MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE

Adoption de politiques monétaires expansionnistes par la Fed et la BCE pour combattre les effets négatifs du COVID-19 sur l'économie

Au volet financier, la Réserve fédérale américaine (Fed) n'a pas modifié sa stratégie lors de sa dernière réunion de politique monétaire. En effet, la Fed, a maintenu ses taux d'intérêt directeur dans une fourchette de 0,00 à 0,25% après les avoir abaissés de 150

points de base en mars 2020. La Banque centrale européenne (BCE) a également laissé ses taux d'intérêt inchangés en mai 2020. Le taux de refinancement reste fixé à zéro, le taux de dépôt à -0,5% et le taux de la facilité de prêt marginal à 0,25%. Toutefois, la BCE a annoncé une nouvelle augmentation de 600 milliards d'euros au montant du Programme d'achats d'urgence pandémique (PEPP). Celui-ci s'élève désormais à 1350 milliards et la durée de son intervention est prolongée jusqu'en juin 2021.

MARCHE DE CHANGE

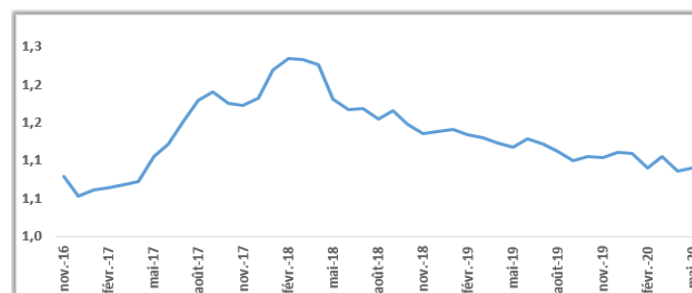
Dépréciation de l'euro face aux principales devises en mai 2020

Sur le marché de change, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises de référence, sur les cinq premiers mois de 2020. En effet, comparativement à la même période de 2019, il s'est replié face au yen (-4,7%), au dollar (-2,9%) et au livre sterling (-0,1%), en rapport avec les effets néfastes de la crise sanitaire sur l'économie de la zone euro. Par contre, les parités EUR/USD et EUR/GBP ont connu des gains mensuels respectifs de 0,4% et 1,3%, en mai 2020, pour s'établir respectivement à 1,0902 et 0,8869. Comparée au yen, la monnaie unique européenne s'est dépréciée de 0,1%, en variation mensuelle, au mois de mai 2020.

En comparaison aux devises des marchés émergents, l'euro a connu une évolution mixte en mai 2020. En effet, il s'est raf-

fermi par rapport au réal brésilien (+6,4%) et au yuan chinois (+0,8%). Par contre, il a reculé de 3,1% et 0,3%, respectivement par rapport au rouble russe et à la roupie indienne.

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



Source: Banque de France

INFLATION

Ralentissement de l'inflation annuelle en mai 2020 dans les pays de l'OCDE

S'agissant de l'inflation annuelle, elle a ralenti dans les pays avancés en mai 2020. En effet, la hausse de l'indice des prix à la consommation dans la zone OCDE est ressortie à 0,7% après 0,9% en avril, suite à la baisse des prix de l'énergie. Au sein de l'OCDE, l'inflation s'est décélérée aux Etats-Unis (0,1% en mai 2020 contre 0,3% un mois auparavant). De même en zone

euro, le taux d'inflation est passé de 0,3% à 0,1% entre avril et mai 2020. Au Royaume-Uni, les prix à la consommation ont augmenté de 0,7% en mai après une hausse de 0,4% en avril 2020. Par contre, au Japon, l'inflation annuelle s'est maintenue à son niveau d'avril 2020 (+0,1%).

Dans les marchés émergents, la hausse des prix à la consommation du mois de mai est ressortie à 2,4% et 1,9%, respectivement, en Chine et au Brésil après 3,3% et 2,4% en avril 2020.

MARCHE DES MATIERES PREMIERES

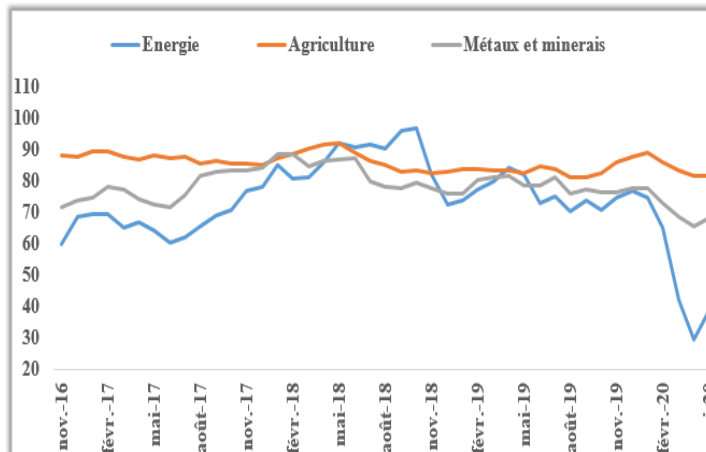
Hausse des cours des matières premières en mai 2020

Sur le marché des matières premières, les indices des cours des produits énergétiques et non énergétiques ont enregistré des hausses mensuelles respectives de 32,2% et 0,7% en mai 2020. La forte progression des cours de l'énergie résulterait principalement de l'augmentation des prix du pétrole (+44,4%), en variation mensuelle. Pour ce qui est des produits non énergétiques, la

hausse de l'indice a été favorisée par le renforcement de 3,7% des cours des métaux et minerais.

Au plan alimentaire, l'indice des prix a enregistré une baisse mensuelle de 1,9% en mai 2020, sous l'effet principal des produits laitiers (-7,3%), des huiles végétales (-2,8%), des céréales (-1%) et de la viande (-0,8%). Les cours internationaux du sucre ont par contre connu une hausse de 7,4% au cours de la période sous revue.

Graphique 2: Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)



Source: BM, DPEE

Hausse des cours du Brent au mois de mai 2020

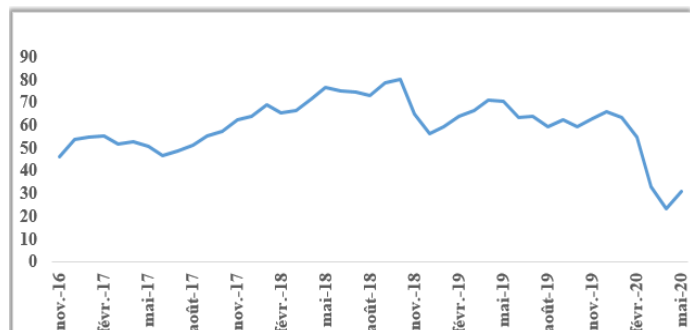
Au titre du pétrole, les cours se sont redressés au courant du mois de mai 2020, portés en partie par l'espoir d'une reprise de la demande suite au redémarrage de l'activité dans les grandes économies. Sur cette période, le prix du baril de Brent s'est établi en moyenne à 31,02 dollars, affichant une hausse mensuelle de 32,9%. En revanche, en glissement annuel, le baril du Brent a perdu 56% de sa valeur en mai 2020.

Tableau 1: Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires de base (base 100 = 2002-2004)

Indice Global MP	2019	2020		Variation	
	Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Produits alim	173,8	165,6	162,5	-1,9%	-6,5%
Céréales	162,3	163,7	162,2	-1,0%	-0,1%
Huiles végétales	127,4	131,8	128,1	-2,8%	0,5%
Sucre	176	144,9	155,6	7,4%	-11,6%
Viande	174,3	169,3	168	-0,8%	-3,6%
Produits laitiers	226,1	196,2	181,8	-7,3%	-19,6%

Source: FAO, DPEE

Graphique 3: Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)



Source: Banque Mondiale, DPEE

ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

Hausse de l'activité en mai 2020

En mai 2020, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) a progressé de 2,3%, en rythme mensuel, en rapport essentiellement avec le secondaire (+4,9%), le primaire (+15,3%) et l'administration publique (+4,7%). Par contre, le tertiaire s'est contracté de 2,2% sur la période.

Sur une base annuelle, l'activité économique s'est repliée de 10,8%, en mai 2020, en liaison avec le tertiaire (-13,1%), le secondaire (-12,9%) et le primaire (-16,8%).

Tableau 2: Indice Général d'Activité (IGA)

SECTEURS	Pond (2019)	2019	2020		Variation	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Secteur Primaire	5,7%	137	99,09	114	15,3%	-16,8%
Secteur Secondaire	26,8%	128	106,6	112	4,9%	-12,9%
Secteur Tertiaire	51,6%	95,41	84,75	82,92	-2,2%	-13,1%
Administration publique	15,9%	128,2	123,3	129,1	4,7%	0,7%
IGA (hors agriculture)	100,0%	111,9	97,55	99,8	2,3%	-10,8%

Source: DPEE

SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE)

Bonne tenue du secteur primaire en mai 2020

Le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est conforté de 15,3%, en variation mensuelle, au mois de mai 2020. Cette performance est attribuable aussi bien à la pêche (+15,9%) qu'à l'élevage (+15,0%).

Sur un an, le secteur s'est replié de 16,8%, en mai 2020, en liaison avec la baisse des débarquements de la pêche (-14,0%) et de l'abattage contrôlé (-18,8%).

Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le primaire

SECTEUR	Poids. 2018	2019		2020		Variations	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	
Primaire (hors agriculture & sylviculture)	5,7%	137,4	99,1	114,3	15,3%	-16,8%	
Elevage	4,0%	119,4	84,4	97	15,0%	-18,8%	
Pêche	1,8%	177,4	131,6	152,6	15,9%	-14,0%	

Source: DPM, PAD, SOGAS, DPEE

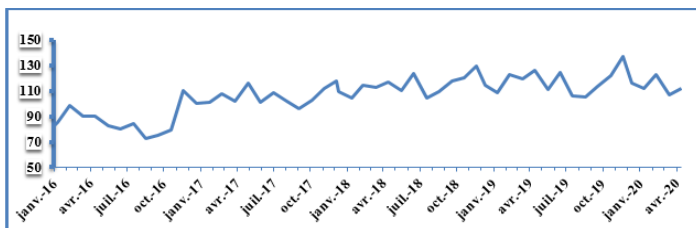
SECTEUR SECONDAIRE

Hausse de l'activité du secondaire en mai 2020

Au mois de mai 2020, le secteur secondaire s'est consolidé de 4,9%, en variation mensuelle. Cette amélioration est, principalement, attribuable aux activités extractives (+56%), à la fabrication de produits agroalimentaires (+4,2%), à la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+9,3%) et à la fabrication de produits chimiques de base (+10,2%). Par contre, la construction (-4,6%), la « métallurgie-fonderie et fabrication d'ouvrage en métaux » (-15,7%) et la fabrication de matériels de transport (-71,2%) ont enregistré de faibles résultats sur la période.

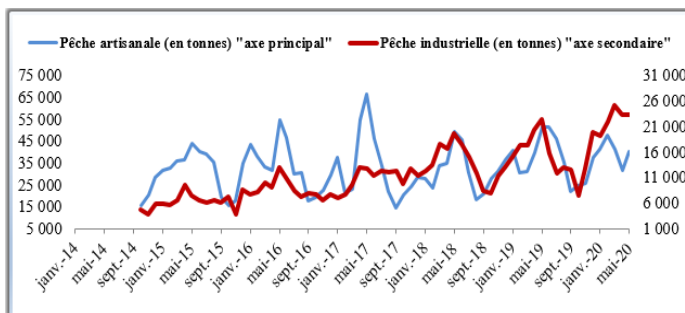
Sur un an, l'activité a affiché une baisse de 12,9% dans le secteur secondaire, essentiellement imputable à la fabrication de produits agroalimentaires (-14,1%), aux activités extractives (-18,9%), à la construction (-8,4%) et à la « métallurgie-fonderie et fabrication d'ouvrage en métaux » (-37,2%). Toutefois, la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+34,3%), la « filature, tissage et ennoblissement textile » (+4,7%), la « production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets » (+4,3%), la production de l'égrenage du coton et la « fabrication de savons, détergents et produits d'entretien » (+8,2%) se sont bien comportées sur la période.

Graphique 6: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire (base 100=2016)



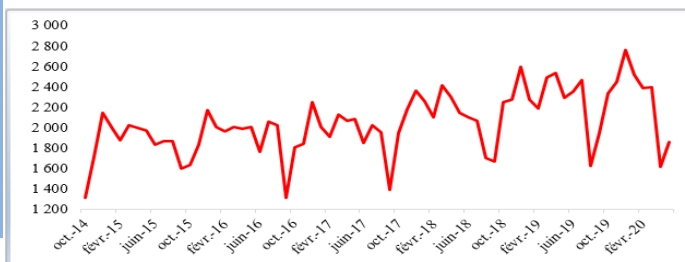
Source: DPEE

Graphique 4: Evolution dans le sous-secteur de la pêche (base 100 = 2016)



Source: DPM, PAD, DPEE

Graphique 5: Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (base 100 = 2016)



Source: SOGAS, DPEE

Tableau 4: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secondaire (base 100=2016)

SECTEURS	Pond (2018)	2019		2020		Variation	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
SECONDAIRE	26,8%	128,4	106,6	111,9	4,9%	-12,9%	
Activités extractives	3,5%	126,1	65,6	102,3	56,0%	-18,9%	
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,6%	139,8	115,3	120,1	4,2%	-14,1%	
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,3%	83,1	62,7	67,2	7,2%	-19,1%	
Fabrication de produits chimiques de base	0,6%	138,4	95,0	104,6	10,2%	-24,4%	
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,8%	114,9	110,2	106,4	-3,4%	-7,4%	
Production de l'égrenage du coton	0,0%	47,0	22,3	212,5	>100%	>100%	
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,3%	104,9	109,1	109,8	0,6%	4,7%	
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	144,2	19,5	23,4	19,8%	-83,8%	
Sciage et rabotage du bois	0,5%	80,7	46,1	38,5	-16,6%	-52,3%	
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	71,4	51,9	30,5	-41,2%	-57,3%	
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	85,3	77,8	74,8	-3,9%	-12,3%	
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	109,8	108,4	118,9	9,6%	8,2%	
Travail du caoutchouc et du plastique	0,6%	114,3	104,3	96,8	-7,3%	-15,4%	
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux	1,0%	117,0	87,1	73,5	-15,7%	-37,2%	
Fabrication de matériels de transport	0,4%	99,4	51,2	14,7	-71,2%	-85,2%	
Autres industries manufacturières	1,5%	93,4	55,8	54,7	-2,1%	-41,3%	
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,6%	107,3	131,8	144,1	9,3%	34,3%	
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0%	118,3	119,9	123,4	2,9%	4,3%	
Construction	3,3%	176,8	169,7	162,0	-4,6%	-8,4%	

Source: DPEE

SECTEUR TERTIAIRE

Contraction du secteur tertiaire en mai 2020

En mai 2020, le secteur tertiaire s'est contracté de 2,2%, en variation mensuelle. Ce repli est essentiellement imputable au commerce

(-4,2%), au transport (-6,7%), à l'« information et communication » (-4,7%) et aux « activités de services et de soutien de bureau » (-8,2%). Par ailleurs, les « activités spécialisées, scientifiques et techniques », l'« hébergement et la restauration », l'enseignement, et les « activités financières et d'assurances » se sont respectivement améliorés de 4,0%, 5,3%, 2% et 2,4% sur la période.

Sur une base annuelle, un repli de 13,1% du tertiaire est noté en mai 2020, en liaison avec les activités immobilières (-17,3%), le commerce (-10,0%), l'« information et communication » (-18,2%), le transport (-19,0%), les « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (-95,8%), les « activités de services et de soutien de bureau » (-23,3%) et l'« hébergement et restauration » (-25,1%).

Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2016)

SECTEURS	Poids. 2019	2019			2020		Variations	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(1)	Gliss. (3)/(1)		
Secteur Tertiaire	51,6%	95,41	84,75	82,92	-2,2%	-13,1%		
Commerce	14,6%	122,4	114,9	110,1	-4,2%	-10,0%		
Transport	4,2%	113,5	98,59	91,96	-6,7%	-19,0%		
Hébergement et restauration	1,4%	141,8	100,8	106,2	5,3%	-25,1%		
Information et communication	4,5%	113,3	97,42	92,86	-4,7%	-18,1%		
Activités financières et d'assurance	2,7%	121,6	109,3	111,9	2,4%	-8,0%		
Activités immobilières	8,3%	52,73	43,24	43,63	0,9%	-17,3%		
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5,1%	69,86	69,89	72,67	4,0%	4,0%		
Activités de services et de soutien de Bureau	1,9%	121	101,1	92,83	-8,2%	-23,3%		
Enseignement	5,0%	29,62	27,22	27,75	2,0%	-6,3%		
Activités pour la santé	1,6%	103,9	104,8	105,6	0,8%	1,7%		
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,5%	120,4	3,564	5,053	41,8%	-95,8%		
Autres services	1,8%	124,8	107,2	108,9	1,6%	-12,7%		

Source: DPEE

EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR

Légère hausse des effectifs à fin mai 2020

A fin mai 2020, l'emploi salarié du secteur moderne a légèrement augmenté de 0,3% en variation mensuelle, en liaison avec la hausse des effectifs

dans le secteur secondaire (+1,2%), notamment dans les industries (+1,8%). L'emploi dans les BTP est, toutefois, ressorti en baisse de 2,3% sur la période. S'agissant des effectifs du secteur tertiaire, ils ont globalement baissé de 0,9%, en raison des services (-1,3%), malgré la hausse de 1,3% des emplois dans le commerce.

Sur un an, l'emploi salarié s'est replié de 3,9% dans le secteur moderne au mois de mai 2020. Cette contraction est expliquée par la baisse du nombre de salariés dans le secteur secondaire (-6,9%), particulièrement dans les industries (-6,8%) et les BTP (-7,6%). Dans le secteur tertiaire, il ressort une hausse de 0,2% des effectifs imputable aux services (+1,1%). Toutefois, les

emplois dans le commerce ont baissé de 3,7% sur la période sous-revue.

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100 = 2014)

Emploi Salarié	POIDS	2019			2020		VARIATION	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
BRANCHES								
INDUSTRIES	453,3	130,3	119,3	121,4	1,8%	-6,8%		
BTP/CONSTRUCTION	66,0	132,4	125,3	122,4	-2,3%	-7,6%		
SECONDAIRE	519,2	130,5	120	121,5	1,2%	-6,9%		
SERVICES	403,6	100,3	102,8	101,4	-1,3%	1,1%		
COMMERCE	77,2	127,4	121,2	122,7	1,3%	-3,7%		
TERTIAIRE	480,8	104,6	105,7	104,8	-0,9%	0,2%		
INDICE D'ENSEMBLE	1000	118,1	113,1	113,5	0,3%	-3,9%		

Source: DPEE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

En mai 2020, le climat des affaires s'est renforcé entre les mois d'avril et mai 2020. L'indicateur qui le synthétise a gagné 4,9 points et est ressorti, néanmoins, en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète l'orientation favorable des opinions des industriels, entrepreneurs de bâtiment et travaux publics, prestataires de services et commerçants. Sur une base annuelle, les opinions des chefs d'entreprises restent négatives avec un affaïssissement de 4,9 points, en mai 2020.

Dans l'industrie, l'insuffisance de la demande (57%), les difficultés de recouvrement des créances (30%), la concurrence supposée déloyale (26%) et l'approvisionnement difficile en matières premières (22%) ont constitué les principales contraintes à l'activité. Toutefois, le climat des affaires s'est ren-

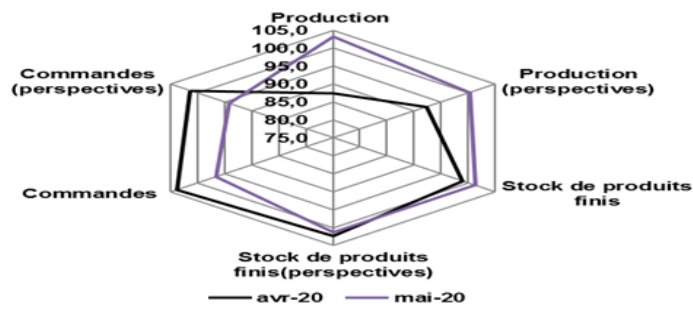
Tableau 7: Indice du climat des affaires

Opinion des chefs d'entreprises	Moyenne de long terme	2019			2020		Variation (%)	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
Indicateur du climat des affaires	100	99,7	89,9	94,8	4,9	-4,9		
Industrie	100	102	97,7	99,4	1,8	-2,7		
Btp	100	94,9	70,3	80,2	10	-15		
Services	100	100	90,9	91,3	0,4	-8,7		
Commerce	100	96,1	78,7	101	22,5	5,1		
Indicateur du climat de l'emploi	100	107	102,2	107	4,3	-0,8		
Industrie	100	109	106,9	109	2,2	0		
Btp	100	95,4	69	88,7	19,7	-13		

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

forcé (+1,8 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, sous l'effet des orientations positives des soldes d'opinion relatifs à la production et aux perspectives de production. En outre, les industriels sont plus nombreux en mai qu'en avril à évoquer une meilleure situation des stocks de produits finis.

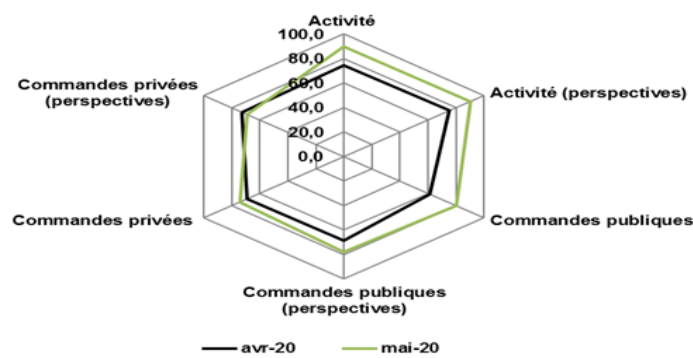
Graphique 6: Solde d'opinion dans l'industrie



Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont l'accès difficile au foncier (50%), les difficultés de recouvrement des créances (50%) et l'accès difficile au crédit (50%). Néanmoins, le climat des affaires est ressorti plus reluisant (+10,0 points) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, en liai-

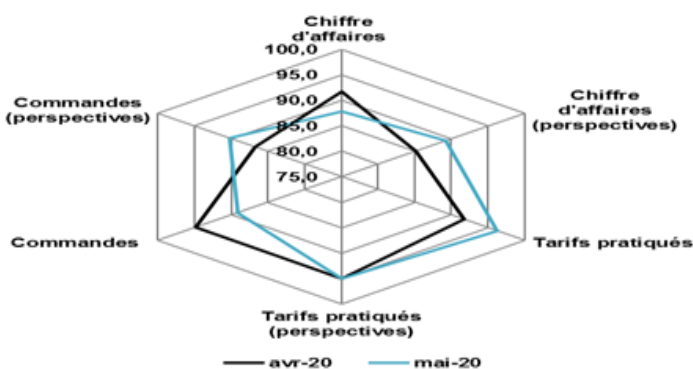
Graphique 8: Solde d'opinion dans les BTP



Source: DPEE

Au titre du sous-secteur des services, les interrogés ont majoritairement évoqué l'insuffisance de la demande (71%), les difficultés de recouvrement des créances (43%), la concurrence jugée déloyale (29%) et la fiscalité (29%) comme les principales entraves à l'activité, en mai 2020. Toutefois, le climat des

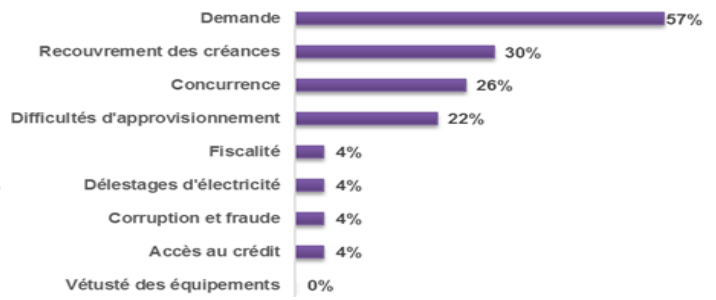
Graphique 10: Solde d'opinion dans les services



Source: DPEE

S'agissant du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (83%) et l'insuffisance de la demande (67%) sont les contraintes à l'activité les plus évoquées par les interviewés, en mai 2020. Néanmoins, le climat des affaires s'est renforcé (+22,5 points) en rythme mensuel, sous l'effet des orientations, globalement, favorables des soldes d'opinion relatifs au chiffre

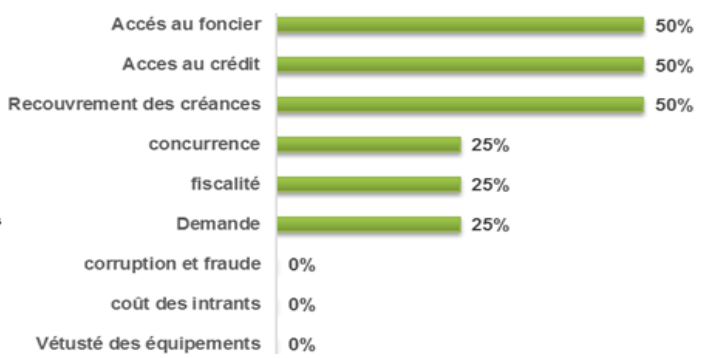
Graphique 7: Principales contraintes dans l'industrie



Source: DPEE

son avec les orientations favorables des soldes d'opinion relatifs à l'activité générale et aux commandes (publiques et privées). L'optimisme des chefs d'entreprises enquêtés quant aux perspectives d'activité et de commandes publiques a, aussi, contribué à la progression de l'indicateur dans le sous-secteur.

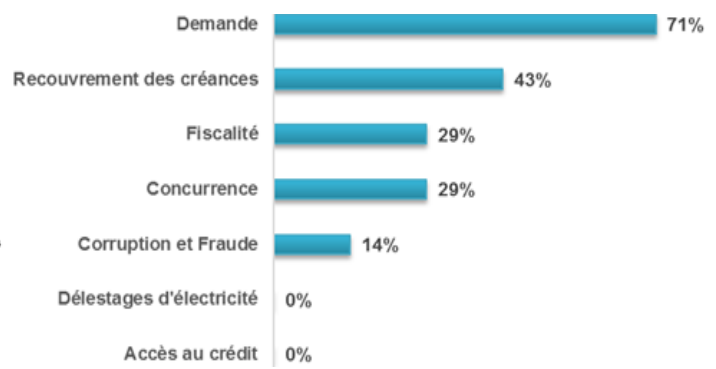
Graphique 9: Principales contraintes dans les BTP



Source: DPEE

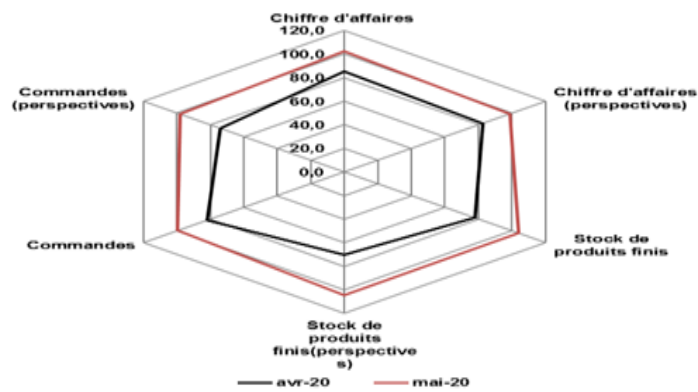
affaires s'est légèrement amélioré (+0,4 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel. Cette situation traduit des soldes d'opinion favorables sur les tarifs pratiqués et les perspectives de chiffre d'affaires et de commandes.

Graphique 11: Principales contraintes dans les services



Source: DPEE

d'affaires, à la situation des stocks de produits finis et aux commandes reçues. L'optimisme des commerçants quant aux perspectives de commandes, de stocks de produits finis et de chiffre d'affaires a, aussi, contribué au renforcement de l'indicateur dans le sous-secteur.

Graphique 12: Solde d'opinion dans le commerce

Source: DPEE

Graphique 13: Principales contraintes dans le commerce

Source: DPEE

PRIX A LA CONSOMMATION

Baisse des prix à la consommation en mai 2020

En mai 2020, les prix à la consommation ont baissé de 0,6% en rythme mensuel, du fait des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,4%), notamment le poisson frais (-14,0%) et les huiles (-0,1%). Sur une base annuelle, un accroissement de 2,7% du niveau général des prix à la consommation est noté en mai 2020, essentiellement porté par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,1%), les « transports » (+7,9%) et les « Restaurants et Hôtels » (+2,3%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques), elle est ressortie en hausse de 0,2%, en variation mensuelle, et 1,8%, en glissement annuel.

En termes d'origine, les prix des produits locaux ont reculé de 1,0% tandis que ceux des produits importés se sont renforcés de 0,1%, en variation mensuelle. Sur un an, les produits locaux et importés se sont renchérissés respectivement de 2,5% et 2,2%, en mai 2020.

Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 = 2008)

INHPC	Pond. 2014	2019			2020		VARIATION (%)	
		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
Indice général	10000	103,4	106,8	106,1	-0,6	2,7		
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4964	106,8	111,7	110,1	-1,4	3,1		
Céréales non transformées	1159	102,5	109,2	109,3	0,1	6,6		
Bœuf	268	124,7	127,4	129	1,3	3,4		
Poissons frais	423	122	157,7	135,6	-14	11,1		
Lait	195	99	99,7	99,8	0	0,7		
Huiles	522	106,1	109,5	109,4	-0,1	3,1		
Légumes frais en fruit ou racine	248	95,3	86,1	89,7	4,2	-5,8		
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1204	98,4	99,2	99,3	0,1	0,9		
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	103,8	104,5	104,6	0	0,8		
Santé	353	106,4	107	107,1	0,1	0,7		
Transports	563	98,4	103,5	106,1	2,5	7,9		
Enseignement	194	107,7	108,8	108,8	0	1		
Restaurants et Hôtels	376	102,9	105,2	105,2	0	2,3		
Biens et services divers	383	100,7	102,2	102	-0,3	1,2		

Source: ANSD

TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL

Léger gain de compétitivité-prix en mai 2020

Au mois de mai 2020, la compétitivité-prix de l'économie sénégalaise s'est légèrement améliorée (+0,4%), en variation mensuelle, en liaison avec le différentiel d'inflation favorable (-0,8%) dans un contexte d'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des principaux pays partenaires (+0,4%). Face aux pays partenaires membres de l'UEMOA et de la zone Euro, des gains de compétitivité respectifs de 1,2% et 0,7% ont été enregistrés sur la période.

En revanche, en glissement annuel, des pertes de compétitivité évaluées à 3,0%, sont relevées ; lesquelles résultent de la conjonction des effets de l'appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (+2,4%) et du différentiel d'inflation défavorable (+0,6%).

Tableau 9: Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)

TCER	2019			2020		Variation	
	Mai. (1)	Avril. (2)	Mai. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
Global	90,8	93,9	93,6	-0,4%	3,0%		
Pays UEMOA	95,3	98,6	97,4	-1,2%	2,2%		
Pays africains hors UEMOA	88,3	86,8	86,5	-0,3%	-2,0%		
Zone EURO	95,4	98,4	97,7	-0,7%	2,5%		
Pays industrialisés hors EURO	85	90,2	90,5	0,4%	6,4%		
TCEN							
Global	118,6	120,9	121,5	0,4%	2,4%		
Pays africains hors UEMOA	205,6	210,3	212,6	1,1%	3,4%		
Pays industrialisés hors EURO	120,7	127	128,1	0,8%	6,1%		
Prix intérieurs	121	125	124,3	-0,6%	2,7%		
Prix extérieurs	157,9	161	161,3	0,2%	2,1%		
Global	157,9	161	161,3	0,2%	2,1%		
Pays UEMOA	127	126,8	127,6	0,6%	0,5%		
Pays africains hors UEMOA	281,8	302,9	305,2	0,8%	8,3%		
Zone EURO	126,9	127,1	127,2	0,1%	0,2%		
Pays industrialisés hors EURO	171,7	176	175,8	-0,1%	2,4%		

Source: DPEE

ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR

Atténuation du déficit commercial en mai 2020

milliards, par rapport au mois d'avril. Cette situation traduit une baisse des importations (-124,9 milliards) associée à une légère hausse des exportations de biens (+1,9 milliard), en rythme mensuel. A cet effet, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 17,3 points de pourcentage, s'établissant, ainsi, à 52,3% contre 35,0% un mois auparavant.

Légère hausse des exportations en mai 2020

Les exportations de biens sont estimées à 138,1 milliards au mois de mai 2020 contre 136,2 milliards le mois précédent, soit une légère progression de 1,4% (+1,9 milliard). Cette hausse est liée, essentiellement, à l'accroissement des exportations de produits alimentaires (11,4 milliards), notamment les produits arachidières (+12,6 milliards) et les produits halieutiques (+2,2 milliards). De même, les exportations d'or brut se sont accrues de 1,9 milliard. Pour leur part, les exportations d'acide phosphorique, de produits pétroliers, de titane et de zircon ont affiché des baisses respectives de 4,1 milliards, 2,5 milliards, 2,2 milliards et 1,2 milliard.

En glissement annuel, les exportations de biens se sont repliées de 27,8% (-53,2 milliards), du fait singulièrement de la diminution des ventes à l'extérieur de produits alimentaires (-27,5 milliards), de produits pétroliers (-10,3 milliards), d'or brut (-7,9 milliards), d'« engrais minéraux et chimiques » (-6,3 milliards) et de titane (-1,8 milliard). S'agissant de la baisse des ventes à l'étranger de produits alimentaires, le repli est, particulièrement, en relation avec la baisse des exportations de produits halieutiques (-14,0 milliards) et de produits arachidières (-2,8 milliards). Cette orientation baissière a, toutefois, été légèrement atténuée par la hausse des exportations d'acide phosphorique (+1,6 milliard).

S'agissant des exportations du Sénégal vers l'UEMOA, elles sont estimées à 30,9 milliards au mois de mai 2020 contre 43,6 milliards au mois précédent, soit une baisse de 12,7 milliards. Elles ont, ainsi, représenté 22,4% de la valeur totale des exportations de marchandises du Sénégal durant cette période. La part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 38,2% à 48,0% sur la période, soit une hausse de 9,8 points de pourcentage. Le ciment reste le principal produit exporté vers ce pays partenaire avec une part évaluée à 29,6% en mai 2020 contre 26,8% le mois précédent.

Au mois de mai 2020, le déficit commercial s'est établi à 206,1 milliards et s'est atténué de 111,8

Forte baisse des importations en mai 2020

Concernant les importations de biens, elles sont passées de 389,0 milliards au mois d'avril 2020 à 264,0 milliards en mai 2020, soit une baisse de 32,1% (-124,6 milliards). Ce repli est l'effet de la contraction de la valeur des importations de produits pétroliers (-63,4 milliards), de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (-29,0 milliards) et de produits alimentaires (-24,4 milliards). La baisse observée au niveau des importations de produits pétroliers est due essentiellement au recul des achats à l'extérieur des huiles brutes de pétrole de 36,9 milliards et de produits raffinés de 26,6 milliards, en variation mensuelle. S'agissant des importations de produits alimentaires, la baisse est imputable, entre autres, à la diminution de la valeur des achats à l'étranger de riz de 24,0 milliards.

En glissement annuel, les importations de biens ont baissé de 37,0% (-155,4 milliards), traduisant, principalement, la contraction des achats à l'étranger de produits pétroliers (-78,7 milliards), de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (-26,4 milliards) et de « machines, appareils et moteurs » (-9,2 milliards). Concernant les produits pétroliers, la baisse est liée à la fois au recul de la valeur des achats à l'étranger d'huiles brutes de pétrole (-60,1 milliards) et de produits pétroliers raffinés (-18,7 milliards) sur la période. En revanche, cette orientation baissière a été atténuée par la hausse des importations de produits alimentaires de 14,3% (+7,8 milliards) sous l'effet de l'accroissement des achats d'« huiles, graisses animales et végétales » (+4,5 milliards) et de riz (+4,4 milliards) sur la période.

Concernant les importations de biens en provenance des pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 6,9 milliards au mois de mai 2020 contre 5,8 milliards le mois précédent, soit une hausse de 18,6% (+1,1 milliard). Elles ont, ainsi, représenté 2,6% de la valeur totale des importations de biens au mois de mai 2020 contre 1,5% le mois précédent. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 85,5% en mai 2020 contre 72,8% le mois précédent. Les achats en provenance de ce pays ont, principalement, porté sur les « huiles, graisses animales et végétales », les « fruits et légumes comestibles » et les matières plastiques artificielles qui en ont représenté, respectivement, 35,7%, 11,3% et 6,7% sur la période.

Tableau 10: Exportations en valeur (millions de FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2019		2020		Variations relatives	
	Mai. (1)	Avril. (2)	Mai. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES						
PRODUITS ALIMENTAIRES	64 491	35 748	47 152	31,9%	-26,9%	
- PRODUITS HALIEUTIQUES	37 150	20 913	23 141	10,7%	-37,7%	
- LEGUMES FRAIS	1 433	5 538	2 668	-51,8%	86,1%	
- PREPARATIONS DE SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	7 446	5 683	5 880	3,5%	-21,0%	
- PRODUITS ARACHIDIERS	15 435	18	12 636	100,0%	-18,1%	
CIMENT HYDRAULIQUE	5 673	4 989	4 803	-3,7%	-15,3%	
PRODUITS PETROLIERS	15 211	7 391	4 889	-33,8%	-67,9%	
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	8 138	1 228	1 602	30,4%	-80,3%	
ACIDE PHOSPHORIQUE	12 279	18 018	13 895	-22,9%	13,2%	
ZIRCON	4 260	4 842,50	3 642,51	-24,8%	-14,5%	
OR BRUT	32 636	22 798	24 738	8,5%	-24,2%	
TITANE	6 224	6 622	4 467	-32,5%	-28,2%	
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	148 913	101 637	105 188	3,5%	-29,4%	
AUTRES PRODUITS	42 434	34 543	32 934	-4,7%	-22,4%	
TOTAL	191 347	136 179	138 122	1,4%	-27,8%	

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur (millions de FCFA)

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2019		2020		Variations relatives	
	Mai. (1)	Avril. (2)	Mai. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES						
PRODUITS ALIMENTAIRES	54 700	86 968	62 540	-28,1%	14,3%	
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	2 720	3 118	1 807	-42,1%	-33,6%	
- FROMENT ET METEIL	13 572	8 366	10 064	20,3%	-25,8%	
- MAIS	4 545	4 852	6 122	26,2%	34,7%	
- RIZ	16 979	45 351	21 357	-52,9%	25,8%	
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	7 307	12 931	11 816	-8,6%	61,7%	
- AUTRES PRODUITS	9 578	12 349	11 374	-7,9%	18,7%	
PRODUITS PETROLIERS	103 199	87 931	24 483	-72,2%	-76,3%	
- HUILES BRUTES DE PETROLE	60 055	36 878	-	-100,0%	-100,0%	
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	43 143	51 054	24 483	-52,0%	-43,3%	
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	15 269	13 228	15 264	15,4%	0,0%	
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	49 866	37 704	40 639	7,8%	-18,5%	
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	39 554	42 390	13 162	-69,0%	-66,7%	
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	262 588	268 221	156 089	-41,8%	-40,6%	
AUTRES PRODUITS	156 873	120 723	108 001	-10,5%	-31,2%	
TOTAL	419 461	388 944	264 090	-32,1%	-37,0%	

Source: ANSD

FINANCES PUBLIQUES

A fin mai 2020, l'exécution budgétaire s'est traduite par un accroissement modéré des ressources associées et une hausse soutenue des dépenses publiques. En effet, les dépenses se sont établies à 1886,2 milliards à fin mai 2020 contre 1551,2 milliards un an auparavant, soit une hausse de 21,6%. Quant aux ressources mobilisées à fin mai 2020, elles sont évaluées à 1037,2 milliards, soit une hausse de 4,7%, en glissement annuel. En conséquence, le solde budgétaire est estimé en déficit de 848,9 milliards à fin mai 2020 contre un déficit de 560,4 milliards à la même période de l'année précédente.

Hausse des ressources budgétaires à fin mai 2020

Les ressources (1037,2 milliards) sont constituées de recettes budgétaires (913,3 milliards), de dons (97,8 milliards) et de recettes exceptionnelles (20,2 milliards). En glissement annuel, les ressources ont progressé de 46,5 milliards grâce aux dons. Ces derniers sont estimés globalement à 97,8 milliards (+41,6%) en liaison avec la progression de l'appui des bailleurs et des ressources exceptionnelles de 20 milliards reçus dans le contexte de la lutte contre la pandémie de la Covid-19. En revanche, les recettes budgétaires, estimées à 919,3 milliards, se sont contractées de 0,3%, à fin mai 2020, par rapport à la même période de 2019. Cette baisse relevant de sa composante fiscale (861,7 milliards) qui a baissé de 0,5% est atténuée par l'accroissement de 2,5% des recettes non fiscales (57,6 milliards). Le repli des recettes fiscales, est porté par les baisses de l'impôt sur les revenus, de l'IRVM/IRC, des taxes spécifiques et des droits de timbre qui se sont contractés respectivement de 11,6 milliards, 3,5 milliards, 6,9 milliards, et 3,6 milliards pour s'établir à 153,4 milliards, 12,4 milliards, 73,7 milliards et 6,5 milliards à fin mai 2020. De même, les droits et taxes mobilisés par la Douane, notamment, la TVA import (151,1 milliards) et les droits de porte (97,3 milliards) se sont inscrits sur cette dynamique de baisse avec des contractions respectives de 9,8% et 13,5%. En revanche, l'impôt sur les sociétés (124,4 milliards) et la TVA intérieure (146,5 milliards) ont atténué cette tendance baissière avec des hausses respectives de 17,5 milliards (+16,4%) et 39,5 milliards (+37%).

Progression des dépenses publiques à fin mai 2020

Pour ce qui est des dépenses budgétaires, elles sont estimées à 1886,2 milliards à fin mai 2020 contre un montant de 1551,2 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 334,9 milliards (+21,6%). Cette situation reflète les hausses combinées des dépenses courantes et d'investissement qui ont progressé respectivement de 31,4% et 7,3%. Les dépenses courantes sont évaluées à 1207,3 milliards contre 918,6 milliards un an auparavant, soit une hausse de 31,4%. Elles sont soutenues par la masse salariale (341,6 milliards) et les transferts et subventions (577,6 milliards) qui ont cru respectivement de 12,5% et 103,2%. Cependant, cette orientation est atténuée par la réduction des intérêts sur la dette qui se sont repliés de 17,6 milliards pour s'établir à 150 milliards. Concernant les dépenses d'investissement, elles sont estimées à 678,8 milliards (+7,3%), à la faveur des investissements sur ressources intérieures (411,1 milliards). Pour les financements sur ressources extérieures, ils sont évalués à 267,7, soit en baisse de 11,5%.

MONNAIE ET CREDIT

A fin avril 2020, la situation estimée des institutions de dépôts, comparée à celle de la fin du mois précédent, fait ressortir une expansion de la masse monétaire. En contrepartie, une diminution des actifs extérieurs nets et un dégonflement de l'encours des créances intérieures sont notés sur la période sous revue.

Augmentation de la masse monétaire en avril 2020

La masse monétaire a progressé de 55,8 milliards, en variation mensuelle, pour atteindre 5631,1 milliards, à fin avril 2020. Cette évolution est perceptible, d'une part, à travers les dépôts transférables qui ont augmenté de 48,8 milliards pour s'établir à 2625,4 milliards et, d'autre part, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) qui a augmenté de 14,5 milliards pour ressortir à 1326 milliards, à fin avril 2020. Quant aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils sont ressortis en baisse de 7,5 milliards, se fixant à 1679,7 milliards. Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 369,6 milliards ou 7%, à fin avril 2020.

Baisse des actifs extérieurs nets en avril 2020

A fin avril 2020, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 1686,4 milliards, en baisse de 124,9 milliards ou 6,9% par rapport à la fin du mois de mars. Cette situation est imputable à la Banque centrale dont la position extérieure nette s'est détériorée de 145,3 milliards pour s'établir à 1120,1 milliards. Pour leur part, les banques primaires ont enregistré une augmentation de 20,3 milliards de leurs avoirs extérieurs nets (566,2 milliards à fin avril 2020). Sur une base annuelle, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont baissé de 188,3 milliards ou 10%, à fin avril 2020.

Diminution de l'encours des créances intérieures nets en avril 2020

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est dégonflé de 25,6 milliards, entre fin mars et fin avril 2020, pour se chiffrer à 5223,3 milliards, du fait des créances sur l'économie (-36,4 milliards) qui se sont situées à 4401,4 milliards. Pour leur part, les crédits nets à l'administration centrale sont ressortis en hausse de 10,7 milliards, en variation mensuelle, pour s'établir à 821,8 milliards, à fin avril 2020. En glissement annuel, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 551,9 milliards ou 11,8%, à fin avril 2020.

Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)

	2019	2020		Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
	Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)				
Masse monétaire (M2)	5261,5	5575,3	5631,1	55,8	1,0%	369,6	7,0%
Circulation fiduciaire	1249,9	1311,5	1326	14,5	1,1%	76,1	6,1%
Dépôts transférables	2382,3	2576,6	2625,4	48,8	1,9%	243,1	10,2%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1629,3	1687,2	1679,7	-7,5	-0,4%	50,4	3,1%
Actifs extérieurs nets	1874,7	1811,3	1686,4	-124,9	-6,9%	-188,3	-10,0%
BCEAO	1294,4	1265,4	1120,1	-145,3	-11,5%	-174,3	-13,5%
Banques	580,3	545,9	566,2	20,3	3,7%	-14,1	-2,4%
Créances intérieures	4671,4	5248,9	5223,3	-25,6	-0,5%	551,9	11,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	514,9	811,1	821,8	10,7	1,3%	306,9	59,6%
Créances sur l'économie	4156,5	4437,8	4401,4	-36,4	-0,8%	244,9	5,9%

Source: BCEAO

ANNEXES

PRIMAIRE	2019	2020		Variation (%)		TERTIAIRE	2019	2020		Variation (%)	
	Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		Mai (1)	Avril (2)	Mai (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
ABATTAGES CONTROLES (tonnes)	2 292	1 620	1 862	15	-18,8	MOUVEMENTS D'AERONEFS*	2 616	391	44	-	-
PECHE (en tonnes)	74 208	55 140	63 891	15,9	-13,9	TOTAL PASSAGERS*	177 388	4 589	140	-	-
pêche industrielle	22 562	23 423	23 475	0,2	4	Départs (nombre)	89 030	4 193	65	-	-
pêche artisanale*	51 646	31 717	40 416	27,4	-21,7	Arrivées (nombre)	72 912	271	58	-	-
SECONDAIRE						En transit (nombre)	15 446	125	17	-	-
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	183,3	111,3	182	63,4	-0,7	TOTAL FRET*	3 148	1 355	-	-	-
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	2,9	0,3	0,5	91,8	-81,1	Départs (tonnes)	1 187	427	-	-	-
huile brute	1,9	-	-	-	-	Arrivées (tonnes)	1 961	928	-	-	-
huile raffinée	-	0,3	0,5	91,8	-	TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)					
Ventes ELECTRICITE: en millions de kWh	256	315	344,4	9,3	34,6	Total embarquements	417	388	372,3	-4	-10,7
basse tension	152,5	190,8	242,4	27,1	59	Total débarquements	1355	1197,9	1 347,60	12,5	-0,6
moyenne tension	81,7	101	82	-18,8	0,4	TRAFIC FERROVIAIRE					
haute tension	21,8	23,2	20	-13,9	-8,2	Trafic voyageurs du PTB (nbre)	70 761			-	-
CIMENT (1000 tonnes)											
Production	594,7	570,1	550,6	-3,4	-7,4	FINANCES PUBLIQUES					
Ventes locales	485,2	465,8	444,5	-4,6	-8,4	RECETTES BUDGETAIRES	241	216,7	191,9	-11,4	-20,4
PRODUITS chimiques (1000 tonnes)						Recettes fiscales	206,3	184,3	183,5	-0,4	-11,1
Acide phosphorique	44,2	40,3	43,6	8,4	-1,2	Recettes non fiscales (redevance radioélectrique y compris)	34,7	32,4	8,4	-74,1	-75,8
Engrais solides	19,5	0,1	14,5	13557	-25,7	FONCTION PUBLIQUE					
SEL: (Production en tonnes)	25 681	23 579	23 052	-2,2	-10,2	Salaires (en milliards de FCFA)	61,6	66,8	67,3	0,7	9,2
COTON (Production en tonnes)	-	-	-	-	-	Effectifs	144 082	149 265	150 548	0,9	4,5

*: données provisoires

*= Données du trafic au niveau des aéroports (AIBD non compris)

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T1 _{19*}	T2 _{19*}	T3 _{19*}	T4 _{19*}	T120*	TRIM	GLISS
principal	50,5	58,3	93,4	220,8	45,8	136%	83%
intérêts et commissions	82,5	43	53,9	34,9	99,7	-35%	-83%

T: trimestre

*: données provisoires